

Casernes désertées

Un mythe à bousculer

Énoncé théorique de Master
Janvier 2025
AR MA3
EPFL-ENAC

Dimitri Descloux

Auteur

Luca Pattaroni
Marco Bakker
Adrien Grometto

Professeur
Directeur pédagogique
Maître EPFL



2025, Dimitri Descloux

Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution (CC BY <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>).

Les contenus provenant de sources externes ne sont pas soumis à la licence CC BY et leur utilisation nécessite l'autorisation de leurs auteurs.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué et ont aidé lors de la réalisation de cet énoncé.

Mon groupe de suivi : Luca Pattaroni, Marco Bakker et Adrien Grometto pour leurs précieux conseils.

Mes acolytes Léa Délessert et Léo Bastianelli pour les discussions, les bons moments et la relecture. Mes amis architectes Thibault De Oliveira et Lionel Progin pour leurs visions.

Mon entourage pour leur soutien tout au long de ce semestre.

Tables des matières

Introduction	6
Le mythe du citoyen-soldat	13
Un système social	14
Un réseau infrastructurel	17
Un mythe fébrile	31
La place d'arme urbaine	36
Hétérotopie	42
Idiorrythmie	44
Une bulle au coeur de villes	46
Quand la bulle éclate	49
Tabula Rasa - Les Vernets	51
Le temporaire - La Poya	65
La vampirisation - Kaserne Basel	81
Conclusion	121
Bibliographie	128

Ce travail trouve son origine dans mes interrogations en tant que citoyen suisse d'origine fribourgeoise. Dès mon enfance, lors des trajets en train entre Fribourg et Berne, j'apercevais la caserne de la Poya, en sachant qu'à l'âge adulte, j'y serais confronté dans le cadre du service militaire, une perspective qui ne m'enchantait guère.

Après avoir effectué mon service, j'ai entamé des études d'architecture. Quelques années plus tard, alors que je réfléchissais au sujet de mon travail de Master, la caserne de la Poya était désertée par l'armée. Ce lieu, que j'avais longtemps perçu comme une simple infrastructure, m'est alors apparu comme un objet bien particulier, ancré dans un tissu urbain en mutation.

Comment se réapproprier de tels bâtiments, à la fois civiques et symboliques, après leur désaffectation militaire ? Cette question a guidé ma démarche. À travers des réflexions théoriques et personnelles, ce travail vise à explorer la relation entre ces édifices, le tissu urbain et tout citoyen, ainsi qu'à analyser diverses stratégies de réappropriation existantes, afin de nourrir ma vision et mes intentions dans le cadre de mon projet de Master.

Introduction

Un mythe à bousculer

« *La Suisse n'a pas d'armée, la Suisse est une armée.* »¹

Rudolph Gnägi, politicien suisse

L'armée occupe une place centrale dans l'histoire et l'identité de la Suisse. Avant même l'unification des cantons sous la bannière fédérale, chaque canton disposait de sa propre armée, un symbole de l'autonomie et de la souveraineté cantonale. La conscription obligatoire, imposant à tout citoyen de servir pour défendre son canton, a profondément ancré l'image du citoyen-soldat dans l'imaginaire collectif suisse. Ce principe, devenu un mythe fondateur, a été transmis de génération en génération, nourrissant une perception quasi inébranlable du rôle militaire dans la société suisse. Ce mythe a été consolidé à la création d'une armée fédérale, renforcée par l'introduction de l'obligation générale de servir dans la

1 Propos tenus par Rudolf Gnägi, politicien suisse. Formule reprise dans les années 80 par John McPhee dans *La Place de la Concorde suisse*.

Constitution de 1874.² Cette armée de milice, un modèle typiquement Suisse, s'est révélée être un élément clé dans la cohésion nationale, particulièrement dans un pays marqué par son quadrilinguisme et son multiculturalisme. En tant que «condensateur social», l'armée fédérale a permis de réunir les citoyens autour d'une cause commune : la défense d'un pays neutre, géographiquement situé au cœur d'une Europe régulièrement déchirée par les conflits armés.³

Pour remplir sa mission, l'armée suisse s'est dotée au fil des décennies d'un impressionnant parc immobilier, qui figure parmi les plus vastes du pays.⁴ Ce réseau de propriétés militaires s'étend sur l'ensemble du territoire, depuis les régions les plus isolées jusqu'aux zones urbaines densément peuplées. Ces infrastructures militaires ont longtemps été considérées comme des éléments essentiels à la préparation opérationnelle de l'armée, tout en incarnant un lien symbolique et pratique entre le citoyen et son devoir civique. Les casernes, en particulier, jouent le rôle d'interfaces physiques privilégiées entre le citoyen-soldat et son cadre de vie militaire, servant à la fois de lieu de service et de logement. Au cours de la seconde moitié du XXe siècle,

2 Peter Hug, « Le citoyen soldat en Suisse, une histoire récente », *Le Monde*, propos recueillis par Elise Barthet, 22 janvier, 2013, https://www.lemonde.fr/europe/article/2013/01/22/le-citoyen-soldat-en-suisse-un-mythe-recent_1818745_3214.html.

3 *Ibid*

4 Territoire et environnement DDPS, *Plan Sectoriel Militaire 2017* (Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports – DDPS, 2017), p. 5.

Un mythe à bousculer

l'armée suisse a connu des transformations majeures. Diverses réformes de l'armée ainsi que l'introduction du service civil, a conduit à une réduction significative des effectifs militaires. En conséquence, des réorganisations stratégiques ont été initiées, entraînant l'abandon progressif de nombreux sites militaires sur l'ensemble du territoire.

La dernière grande réorganisation, annoncée en 2017, prévoit la fermeture définitive de six casernes au cours des dix années suivant cette date. Ces infrastructures, situées principalement en milieu urbain, sont devenues des cibles de pression croissante en raison du développement et de l'expansion des villes. Les casernes urbaines restantes, bien que maintenues pour l'instant dans l'inventaire militaire, font face à un avenir incertain. L'urbanisation rapide et les demandes de nouveaux espaces pour le logement, les activités culturelles ou économiques exercent une pression de plus en plus forte sur ces sites, remettant en question leur pérennité à long terme. Les casernes, ou places d'armes, situées en milieu urbain, constituent des espaces singuliers au sein du tissu urbain. Ces terrains, souvent vastes et stratégiquement localisés au cœur de quartiers développés, représentent aujourd'hui un potentiel exceptionnel pour les villes. Leur importance dépasse la simple dimension foncière ou utilitaire : elles incarnent des objets d'une grande valeur historique, civique et symbolique, ce qui rend leur réappropriation un enjeu complexe, tant sur le plan politique que social. Il est donc primordial de développer une compréhension approfondie

de leur nature, ainsi que des dynamiques qui leur sont associées, afin de mieux appréhender les processus de transformation qui peuvent les affecter.

Pour éclairer cette réflexion, il est utile de mobiliser des concepts théoriques issus de la pensée contemporaine, tels que l'hétérotopie développée par Michel Foucault et l'idiorrythmie de Roland Barthes, qui vont nous permettre de lire ces objets comme des bulles. Ces deux notions permettent d'interroger à la fois la place de ces infrastructures dans le tissu urbain et l'expérience vécue en leur sein. Cette expérience, marquée par des temporalités et des routines spécifiques, contribue à renforcer l'identité distincte des casernes en tant qu'objets autonomes, à la fois physiquement et symboliquement.

Lorsque ces bulles éclatent, en raison de la désaffectation militaire, les casernes perdent leur fonction initiale et s'ouvrent à de nouvelles dynamiques. Leur transformation ou leur réappropriation devient alors un enjeu majeur pour les autorités cantonales, qui doivent naviguer entre les attentes d'une population diverses et les pressions économiques et urbaines exercées sur ces parcelles. En effet, ces espaces suscitent des débats passionnés, opposant souvent des visions culturelles, patrimoniales et économiques divergentes. Certains y voient des opportunités pour préserver un patrimoine symbolique ou développer des projets culturels, tandis que d'autres privilégient leur exploitation en vue de répondre aux besoins croissants en matière de logement

ou d'équipements urbains. La réappropriation de ces sites s'inscrit ainsi dans un cadre politique et social complexe, où les décisions prises doivent parvenir à concilier des intérêts multiples et souvent contradictoires. Il revient aux autorités publiques d'élaborer des projets capables de satisfaire des attentes variées. Ce processus nécessite une vision stratégique et une gestion rigoureuse des débats publics, afin de parvenir à des solutions inclusives et durables.

Pour mieux comprendre les mécanismes de réappropriation de ces casernes urbaines, il est pertinent d'examiner les stratégies déjà mises en œuvre dans divers contextes. De nombreux projets ont exploré différentes approches, allant de la conservation patrimoniale à la transformation radicale en passant par des réaménagements hybrides. Ces stratégies, bien qu'adoptant des orientations variées, offrent un panorama riche d'exemples et de pratiques. Dans cette perspective, nous proposons d'analyser trois cas distincts de réappropriation, chacun illustrant une démarche spécifique et apportant des enseignements précieux sur les opportunités et les défis liés à la gestion de ces espaces.

Un mythe à bousculer

Le mythe du citoyen-soldat

Le concept du citoyen-soldat est une notion récurrente à travers les époques, symbolisant une perspective idéaliste de l'engagement des citoyens dans la protection de leur communauté ou de leur pays. Ce concept repose sur des valeurs telles que le patriotisme, le devoir civique et l'égalité, et il est fréquemment invoqué pour justifier ou exalter des formes d'engagement militaire démocratique et populaire. Tous les citoyens, indépendamment de leur statut social, sont supposés être égaux dans leur devoir de défendre la nation. Le citoyen-soldat symbolise l'idée que les forces armées doivent être contrôlées par les citoyens et non par une élite ou une armée professionnelle détachée du peuple. Le service militaire est souvent vu comme une forme de sacrifice personnel au service de la collectivité. En Suisse, ce mythe se repose sur deux piliers : un système social et une stratégie infrastructurelle.

Un système social

Une milice est une force armée composée de civils formés pour participer à des opérations militaires en plus de leurs activités professionnelles. La Suisse n'a connu aucun autre système militaire depuis le XIII^e siècle⁵, alors que les armées étaient encore cantonales. Malgré son origine médiévale, la milice moderne trouve ses racines principalement à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, au moment de l'organisation d'une armée fédérale. La mise en place du

5 Pierre Streit, *Histoire militaire Suisse. Des origines à nos jours* (Infolio, 2016), p. 41.

service militaire obligatoire par la constitution de 1874 représente un moment décisif.⁶ Chaque individu en mesure de participer était requis de se munir de ses propres armes, une exigence qui reflétait les principes d'autonomie et de responsabilité personnelle. Afin de pallier les divisions linguistiques, religieuses et culturelles présentes au sein de la Confédération, les autorités suisses ont tenté de rassembler la population autour de l'objectif commun d'une défense unifiée.⁷ La Suisse, en tant que nation neutre, devait construire une cohésion nationale sans recourir aux conquêtes ou aux guerres offensives, ce qui renforce son rôle unificateur.

Afin de consolider cette idéologie, les autorités suisses ont puisé leur inspiration dans des figures historiques et légendaires telles que Guillaume Tell.⁸ Ce personnage légendaire symbolise l'idéal du citoyen-soldat : un individu populaire, profondément enraciné dans sa communauté, faisant preuve de courage envers l'adversité et prêt à se sacrifier pour préserver la liberté. La célébration de Guillaume Tell a contribué à établir un récit partagé à travers les cantons, rassemblant ainsi des populations variées autour d'un passé commun et de principes communs.⁹

Au fil des années, le rôle de l'armée s'est vu élargi

6 Peter Hug, « Le citoyen soldat en Suisse, une histoire récente », *Le Monde*, propos recueillis par Elise Barthet, 22 janvier, 2013, https://www.lemonde.fr/europe/article/2013/01/22/le-citoyen-soldat-en-suisse-un-mythe-recent_1818745_3214.html.

7 *Ibid*

8 *Ibid*

9 *Ibid*

par rapport à celui qui lui était attribué dans le passé. En plus de ses fonctions habituelles, les autorités cherchent à la transformer en l'éducatrice de la nation. La fonction de l'officier au sein des forces armées ne se limite plus à la maîtrise des aspects techniques du métier militaire, mais englobe également une dimension sociale tout aussi cruciale.¹⁰ Tout comme l'officier, l'armée doit désormais être compétent au combat, mais aussi éduquer des jeunes recrues envoyées à ce qu'on appelle «l'école de la vie».¹¹ En outre, la mise en place de casernes dans les zones urbaines établit un lien avec un plus grand nombre de citoyens en ce qui concerne leur responsabilité civique.

À la différence d'autres pays où le concept du citoyen-soldat est associé à des politiques expansionnistes ou impérialistes, la Suisse a su adapter ce modèle à sa position de neutralité.¹² Le concept d'une armée de milice, principalement constituée de citoyens ordinaires, est cohérent avec une conception défensive de la souveraineté nationale. Ce concept repose sur la notion selon laquelle tout citoyen a le potentiel d'agir en tant que défenseur de la nation contre les menaces extérieures, plutôt que comme agresseur. Ceci s'inscrit dans une philosophie selon laquelle la sécurité nationale repose sur la responsabilité

10 Antoine Picon, *La Ville et la Guerre* (Les Éditions de l'Imprimeur, 1996), p. 169.

11 Formule entendue à de maintes reprises lors de mon entrée en service.

12 Streit, *Histoire militaire Suisse. Des origines à nos jours*, p. 34.

collective des citoyens, plutôt que sur une armée professionnelle distincte de la population.¹³

En conclusion, le système de milice ancre le mythe du citoyen-soldat comme un symbole d'une démocratie directe dans laquelle chaque citoyen a un rôle actif à jouer dans la défense et la gouvernance de son pays. Ce modèle incarne des principes d'égalité, de responsabilité individuelle et de solidarité nationale, qui sont fondamentaux pour l'identité suisse. Le concept du citoyen-soldat en Suisse dépasse largement le cadre d'un simple héritage militaire. L'armée de milice est un outil social de l'identité nationale, servant à la fois de moyen d'unification et de reflet des valeurs démocratiques et défensives qui définissent la Confédération et est un vecteur de liens entre un citoyen et son devoir civique.

Une stratégie infrastructurelle

L'armée est un acteur majeur du territoire suisse. Afin de s'acquitter des missions définies par la Constitution, il est nécessaire qu'elle dispose d'infrastructures appropriées. La conception et la mise en place de ces infrastructures sont basées sur les exigences particulières de l'armée, tout en prenant en considération les orientations politiques et les contraintes financières. L'organisation et l'exploitation des installations militaires sont définies dans le contexte du concept de déploiement de l'armée, qui a pour objectif d'assurer une gestion et une planification à long

13 *Ibid*

terme. Le plan sectoriel militaire (PSM) vise à assurer la préservation et l'intégration des sites nécessaires par le biais de mesures d'aménagement du territoire. Il garantit également une coordination entre la planification des infrastructures militaires et les autres domaines de planification aux niveaux fédéral et cantonal.¹⁴ Toute décision stratégique ou financière prise par l'armée a donc un impact direct sur le territoire et sur les citoyens.

Gérés par Armasuisse Immobilier, les 9500 bâtiments et 24 000 hectares de terrain de l'armée font de ce portefeuille immobilier l'un des plus grands du pays.¹⁵ La plupart de ces biens appartiennent à la Confédération et sont utilisés pour la majeure partie par l'armée. Certains de ces biens appartiennent encore aux cantons, du temps où ils géraient leur propre armée.¹⁶ Le plan sectoriel militaire classe le réseau infrastructurel de l'armée en 8 catégories : les places d'armes (ou casernes), les places de tir, les places d'exercice, les aérodromes militaires, les centres logistiques, les centres de recrutement, les points de franchissement et les installations particulières.¹⁷ La diversité et la taille de ce parc immobilier fait indéniablement de l'armée l'un des acteurs majeurs du territoire suisse.

Malgré l'ampleur du parc immobilier de l'armée, ce travail se concentre sur une seule catégorie

14 DDPS, *Plan Sectoriel Militaire* 2017, p. 5.

15 *Ibid*, p. 6.

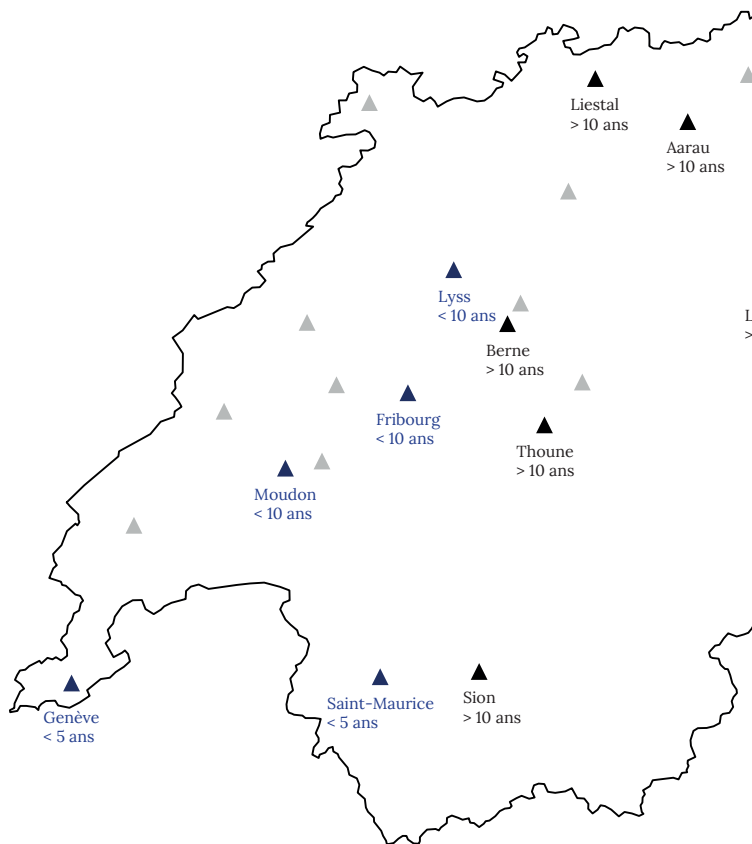
16 *Ibid*

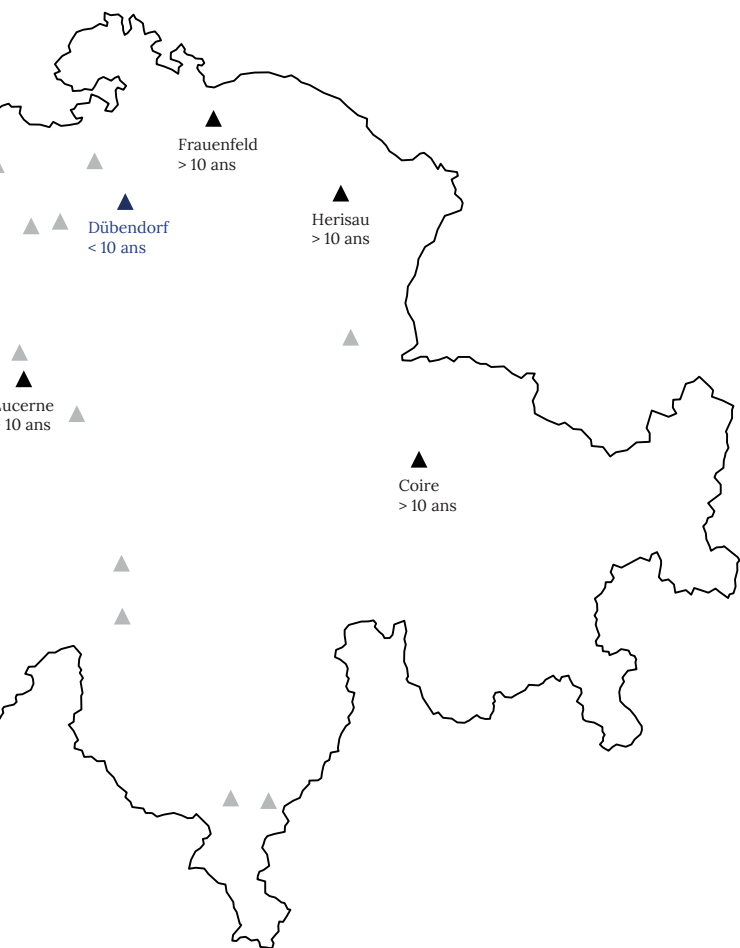
17 *Ibid*, p. 7.

de celui-ci : les places d'armes ou casernes. Les places d'armes sont conçues pour assurer l'instruction, l'hébergement, le ravitaillement et les loisirs des troupes qui y sont affectées, ainsi que pour abriter les entrepôts contenant le matériel requis.¹⁸ Tout citoyen effectuant son service se verra habiter une de ces places d'armes durant la majeure partie de son engagement. Abritant et hébergeant les citoyens-soldats effectuant leur service, les casernes sont l'une des interfaces physiques entre le citoyen suisse et son devoir civique, véritable pilier du mythe du citoyen-soldat. Elles sont disséminées sur une grande partie du pays, allant des coins les plus reculés jusqu'aux centres urbains.

La figure 1 cartographie l'intégralité des places d'armes répertoriées au sein du plan sectoriel militaire 2017. Cette carte différencie en trois catégories les différentes casernes disséminées sur le territoire. Les plus nombreuses, en gris, sont les casernes situées en milieu moins denses, hors des villes. En noir sont représentées les casernes en centres urbains maintenues au-delà des dix années à venir, puis en bleu les casernes urbaines que l'armée a décidé de quitter d'ici les cinq ou dix ans à venir.

18 *Ibid*, p. 39.





1

Cartographie

Places d'armes en Suisse, avec durée d'utilisation
prévue, selon le plan sectoriel militaire 2017.

Un mythe à bousculer

Sur les 35 casernes recensées dans le plan sectoriel militaire 2017, quinze se situent en centres urbains et vingt en lieux moins denses. La désertion de six places d'armes est prévue sur les dix ans qui suivent la publication du plan sectoriel. Ces six places d'armes sont toutes situées en centre urbain. Avec la désertion des casernes de Dübendorf, Fribourg, Saint-Maurice, Moudon, Lyss et Genève, c'est plus d'un tiers des casernes urbaines existantes qui sont abandonnées. Ainsi des questions se posent quant à l'avenir des neuf dernières casernes urbaines en Suisse.

Un retour dans le temps est nécessaire pour observer l'origine de l'abandon de certaines places d'armes. Lors de la deuxième moitié du XXe siècle, l'armée a vu son effectif réduire drastiquement. Armée 61¹⁹ pouvait mobiliser jusqu'à 800 000 hommes, dans le cadre d'un service obligatoire de ses 20 jusqu'à ses 50 ans.²⁰ Après plusieurs réformes en 1989 et 1995, Armée XXI²¹ prévoit un contingent de 140 000 militaires actifs et 80 000 réservistes, avec une obligation de servir entre ses 20 et 30 ans.²² À cette énorme réduction il faut encore ajouter l'introduction du service civil en 1996, alternative très attractive à l'armée.²³ Ainsi de nos jours, c'est près de 40% des jeunes citoyens appelés qui ne rejoignent pas

19 Projet de modernisation de l'armée initié en 1961

20 Streit, *Histoire militaire Suisse. Des origines à nos jours*, p. 47.

21 Projet de réorganisation de l'armée validé en 2003

22 Streit, *Histoire militaire Suisse. Des origines à nos jours*, p. 48.

23 *Ibid*, p. 47.

ou ne terminent pas leur école de recrue.²⁴

Face à cette réduction du nombre de conscrits, DEVA²⁵ prévoit de réduire le nombre de sites au maximum dans une vision à long terme, en examinant chaque site afin de réduire les coûts ainsi que les nuisances sur le territoire.²⁶ C'est ainsi que la justification quant à l'abandon prévu par le plan sectoriel militaire 2017 des six casernes est la suivante : il s'agit de sites qui subissent les contraintes et la pression liées au développement de la ville en question.²⁷ Comparons les situations des casernes de Dübendorf et de Lyss à travers le temps à l'aide des figures 2 à 5. Ces casernes, initialement construites en périphérie des villes se sont fait absorbées par le développement de ces tissus urbains, augmentant les pressions foncières ainsi que les nuisances pour les nouveaux quartiers alentours.

24 *Ibid*, p. 48.

25 Projet de réorganisation de l'armée initié en 2010.

26 Christophe Waber, *Réaffectation de sites militaires en milieu urbain* (EPFL Architecture, Énoncé théorique de Master, 2015), p. 11.

27 DDPS, *Plan Sectoriel Militaire 2017*, p. 40.









2 ①

Image aérienne

Caserne de Dübendorf, 1951

1 : 5000

© swisstopo

3 ①

Image aérienne

Caserne de Dübendorf, 2024

1 : 5000

© swisstopo

4 ①

Image aérienne

Caserne de Lyss, 1951

1 : 5000

© swisstopo

5 ①

Image aérienne

Caserne de Lyss, 2024

1 : 5000

© swisstopo

Un mythe à bousculer

En somme le mythe du citoyen-soldat s'est imposé comme élément fondateur de l'identité suisse au moyen d'un modèle d'armée de milice, véritable système social, et d'un grand réseau infrastructurel. Afin se greffer à la société civile, l'armée s'est imposée en tant qu'institution (et institutrice) obligatoire. Elle se veut être le symbole d'une démocratie directe, le condensateur social d'un pays quadrilingue et multiculturel. Avec des propriétés disséminées sur l'ensemble du territoire, l'armée est un énorme acteur du territoire suisse, sujet aux réorganisations stratégiques et financières de l'institution. Parmi toutes ces propriétés, les places d'armes sont l'interface le plus direct entre un citoyen et son devoir civique. Elles sont les infrastructures qui vont les loger, les instruire et les éduquer durant leur service.

Un mythe fébrile

Depuis le début de cette analyse, l'usage de la notion de citoyen-soldat renvoie à deux caractéristiques fondamentales : être un homme et posséder la nationalité suisse. Cette conception, qui érige le citoyen-soldat en mythe fondateur de l'identité nationale sous l'adage selon lequel « *la Suisse est une armée* », conduit à l'invisibilisation de deux segments importants de la population : les femmes et les résidents étrangers vivant en Suisse. Ces deux groupes constituent pourtant une part majoritaire des habitants du pays.

En 2023, la Suisse comptait environ 2 300 000²⁸ étrangers résidant sur son sol, sur une population totale avoisinant les 9 000 000²⁹ d'habitants permanents. Les résidents étrangers représentent ainsi près de 25 % de la population. Parmi les 75 % restants, les femmes constituent environ la moitié, soit 37,5 % de la population totale. Bien que les femmes aient la possibilité de rejoindre l'armée sur une base volontaire, elles ne représentaient en 2023 que 1,6 %³⁰ des effectifs.

De surcroît, si l'on considère qu'environ 40 %³¹ des jeunes hommes n'effectuent pas leur service militaire aujourd'hui, la proportion de citoyens effectivement concernés par ce système tombe à environ 22 % de la population totale. Cela signifie que moins d'un quart des résidents suisses sont intégrés au cadre militaire qui, historiquement, a été promu comme un pilier central de l'identité nationale.

Ainsi, ce mythe du citoyen-soldat, forgé et consolidé par l'armée suisse au fil des décennies, se révèle de plus en plus éloigné de la réalité

28 Secrétariat d'État aux migrations, « Statistiques de la Population étrangère en 2023 », 10 juin, 2024, <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/sem/medien/mm.msg-id-100155.html>.

29 Office fédéral de la statistique, « Croissance démographique soutenue en Suisse en 2023 », 4 avril, 2024, <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees.assetdetail.30709871.html>

30 Stratégie Égalité 2030, « Augmentation de la proportion de femmes au sein de l'armée », <https://www.egalite2030.ch/fr>.

31 Streit, *Histoire militaire Suisse. Des origines à nos jours*, p. 48.

démographique et sociétale contemporaine. Sa portée ne concerne désormais qu'une minorité de la population, remettant en question sa pertinence comme fondement unificateur de l'identité nationale.

Au fil des décennies, l'armée suisse a progressivement réduit son réseau infrastructurel, diminuant ainsi son empreinte sur le territoire national. Alors qu'elle disposait de 14 500³² bâtiments en 2016, ce nombre est tombé à 9 500³³ en 2023. Parmi ces infrastructures, les places d'armes occupent une place centrale, car elles représentent l'une des principales interfaces entre le citoyen-soldat et son devoir civique. Les casernes situées historiquement en périphérie des villes, se retrouvent aujourd'hui au cœur des centres urbains, en raison de l'expansion des agglomérations.

La diminution des effectifs militaires a contraint l'armée à réorganiser son parc immobilier. À ce titre, le Plan sectoriel militaire de 2017 prévoyait l'abandon de six des quinze casernes situées en milieu urbain, bien que d'autres aient déjà été désertées au cours des années précédentes. Cette dynamique de réorganisation et de désertion des infrastructures militaires semble appelée à se poursuivre.

Dès lors, il est impératif, en tant qu'architectes,

32 Pauline Rappaz « Casernes et places d'armes en Suisse », *Espazium*, 18 janvier, 2016, <https://www.espazium.ch/fr/actualites/casernes-et-places-darmes-de-suisse>.

33 DDPS, *Plan Sectoriel Militaire 2017*, p. 6.

Casernes désertées

de réfléchir à l'avenir des casernes urbaines désertées. Ces structures, riches en histoire et en symbolisme, exigent une approche rigoureuse et innovante pour leur réintégration dans le tissu urbain, en tenant compte de leur potentiel spatial et social.

La place d'arme urbaine

Un mythe à bousculer

Les places d'armes urbaines constituent de vastes terrains situés au sein de quartiers densément développés. À titre d'exemple, le périmètre de la caserne des Vernets s'étend sur plus de cinq hectares.³⁴ Toutes ces casernes, quelle que soit leur localisation, partagent des caractéristiques fonctionnelles et spatiales similaires à l'échelle du site. Elles sont généralement organisées autour d'une place centrale, appelée « place d'appel », encadrée par des bâtiments rectilignes et rectangulaires.

L'accès au site est strictement contrôlé par un poste de garde, qui régule les entrées et sorties. La place d'appel, véritable centre névralgique, structure les activités quotidiennes de la caserne. Chaque matin, la troupe s'y rassemble pour le rituel de « l'appel », un moment essentiel destiné à vérifier la présence des soldats et transmettre les ordres du jour. En dehors de ces rassemblements, cet espace central fait également office de lieu de rencontre et d'échange.

La place d'appel distribue les bâtiments qui l'entourent, lesquels sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques de la vie militaire. Les rez-de-chaussée abritent les espaces fonctionnels nécessaires à l'instruction et à la gestion des troupes, tels que les cafétérias, salles de classe, bureaux des officiers et zones de stockage. Les étages supérieurs, quant à eux, sont dédiés aux espaces de vie nocturne des citoyens-soldats.

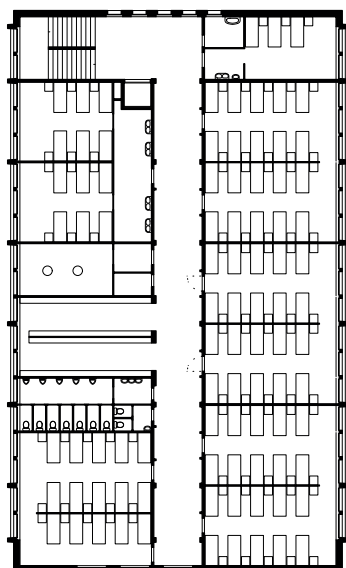
34 Pauline Rappaz « Casernes et places d'armes en Suisse », *Espazium*, 18 janvier, 2016, <https://www.espazium.ch/fr/actualites/casernes-et-places-darmes-de-suisse>.

Casernes désertées

Ces derniers comprennent des dortoirs collectifs pouvant accueillir des dizaines de soldats, des salles de bains et des toilettes, le tout organisé autour d'un couloir central rectiligne qui dessert l'ensemble des pièces. Cette typologie « couloir » reflète une organisation rationnelle et fonctionnelle, pensée pour répondre aux besoins d'une vie en communauté structurée et hiérarchisée.

Ainsi, ce modèle de « caserne-type » se retrouve dans de nombreux endroits en Suisse. Dans la suite de ce travail, nous examinerons plus en détail la nature de ces infrastructures à travers deux aspects fondamentaux : leur relation au tissu urbain environnant et l'expérience spatiale vécue par un citoyen-soldat, en mobilisant les notions d'hétérotopie et d'idiorrythmie, respectivement élaborées par Michel Foucault et Roland Barthes.





6 ⌚

Image aérienne

Caserne de Liestal

1 : 2500

© swisstopo

7 ⌚

Plan d'étage-type

Caserne de la Poya

1 : 500

Hétérotopie

La caserne militaire, par sa conception et sa fonction, s'inscrit en marge du reste de la société civile et urbaine. Elle constitue ce que Michel Foucault appelle une hétérotopie : un espace autre, à la fois physique et symbolique, qui existe en relation avec les lieux environnants tout en s'en distinguant de manière radicale.³⁵ La notion d'hétérotopie, développée dans sa conférence « Des espaces autres », décrit des lieux à la fois réels et imaginaires, qui sont à la fois inclus dans la société et extérieurs à elle, des espaces où les normes sociales ordinaires sont suspendues ou reformulées. Les hétérotopies désignent des espaces dans lesquels les relations entre l'individu et la société subissent des transformations.³⁶ La caserne, à cet égard, est un exemple parlant.

Sur le plan urbain, la caserne se distingue par son caractère fermé et ses frontières bien définies. Les murs qui l'entourent ne sont pas seulement physiques, mais aussi symboliques. Ils marquent une séparation nette entre l'intérieur de la caserne et le reste de la ville, créant une rupture spatiale et sociale. La seule porosité du site est contrôlée par le poste de garde, fermé à tout civil, ouvert à tout soldat qui voudra bien effectuer un salut et montrer un ordre de marche³⁷ valable. Cette imperméabilité est essentielle à la fonction

35 « Des espaces autres », *Empan*, 2004/2 no54, pp. 12-19. Article publié dans *Dits et Écrits* (Gallimard)

36 *Ibid*

37 Papier officiel qui détermine la date de début et de fin de service d'un soldat, ainsi que son lieu d'affectation.

militaire : elle permet de créer un environnement contrôlé, éloigné des distractions civiles, et de maintenir une discipline stricte. Cependant, cette séparation entraîne également une forme d'isolement. La caserne, bien que située en plein cœur de la ville, se détache de son environnement immédiat. Elle ne participe pas à la vie urbaine, mais reste une entité cloîtrée, étrangère aux dynamiques du quartier.

Ce caractère hétérotopique est renforcé par les rituels et les codes qui régissent la vie dans la caserne. L'organisation spécifique des espaces, où chaque bâtiment est conçu pour remplir une fonction précise, reflète une logique interne éloignée des préoccupations de la ville environnante. La place d'appel en est l'illustration parfaite. Elle sert de centre névralgique pour les rassemblements et les instructions mais n'a aucun équivalent fonctionnel ou symbolique dans le tissu urbain. Cette organisation spatiale exprime une volonté de rationalisation et de contrôle, incompatible avec l'hétérogénéité et la fluidité des espaces urbains.

En définitive, la caserne incarne une forme d'étrangeté au sein de la ville. Sa présence impose une coupure dans le tissu urbain, tout en maintenant une autonomie qui reflète sa fonction militaire. Ce paradoxe, à la fois inclusion et exclusion, est au cœur de son caractère hétérotopique. Cependant, cette coupure ne se limite pas à l'échelle urbaine : elle se manifeste également à l'échelle individuelle, dans l'expérience spatiale des citoyens-soldats.

Idiorrythmie

Si la caserne est imperméable à la ville, elle impose également une spatialité particulière aux citoyens-soldats qui l'habitent. Roland Barthes, dans son séminaire «Comment vivre ensemble», développe le concept d'idiorrythmie³⁸, qui peut désigner la capacité d'un individu à organiser son propre rythme de vie au sein d'une spatialité.³⁹ La caserne, par sa structure et ses codes, s'oppose à toute forme d'idiorrythmie en favorisant une uniformisation des comportements et des pratiques.

Les espaces de la caserne sont conçus pour le collectif. Les dortoirs, par exemple, accueillent des dizaines de soldats dans une proximité constante. Cette disposition, basée sur une typologie à couloir, impose une vie commune inévitable et limite les possibilités de solitude ou d'appropriation personnelle des lieux. Les dortoirs, les cafétérias et même les espaces de formation sont organisés de manière à maximiser l'efficacité collective plutôt que le bien-être individuel. Cette logique spatiale reflète une volonté de discipliner les corps et les esprits, en supprimant toute initiative individuelle qui pourrait perturber l'harmonie du groupe.

L'expérience spatiale des soldats est également

38 Qui vient de *rhuthmos* : interstices, de la manière dont le sujet s'insère dans un code social. Le *rythme* ayant pris le sens répressif, on lui a adjoint *idios*. *Idios* s'oppose à *rythme* : qui va contre le rythme. Selon Roland Barthes, *Comment vivre ensemble* (Éditions du Seuil, 2002), Texte établi annoté et présenté par Claude Coste, p. 39.

39 Roland Barthes, *Comment vivre ensemble*, pp. 43-75.

marquée par une temporalité stricte. Les journées sont rythmées par des horaires fixes et des rituels collectifs, comme l'appel matinal ou les repas pris en commun. Cette organisation temporelle renforce l'impossibilité de développer une idiorrythmie. Le citoyen-soldat, plongé dans cet univers où tout est régi par des règles et des horaires, perd une partie de son autonomie. Il est intégré dans une machine collective où les notions d'espace personnel et de temps privé sont quasiment inexistantes.

En outre, la nature fonctionnelle des espaces contribue à cette uniformisation. Chaque lieu est conçu pour répondre à un usage précis et non pour être adapté aux besoins ou aux préférences des individus. Cette standardisation des espaces réduit les possibilités d'appropriation personnelle et d'expression individuelle. Les soldats, confrontés à des espaces neutres et anonymes, sont plongés dans une expérience d'aliénation spatiale. Ils n'ont pas la liberté de façonner leur environnement selon leurs besoins, ce qui empêche le développement d'un rapport intime et personnel aux lieux.

Ainsi, la caserne ne se contente pas d'être un espace collectif : elle est un espace qui nie l'individualité. Par ses dimensions fonctionnelles et temporelles, elle réprime les dynamiques idiorrythmiques et impose une homogénéité des expériences. La caserne loge nourrit et forme mais elle est inhabitable.⁴⁰ Cette logique, si elle est nécessaire à l'organisation militaire, a des

40 Au sens d'un espace qu'on ne peut s'approprier.

conséquences profondes sur la manière dont les soldats perçoivent et vivent leur environnement.

Une bulle au cœur de villes

L'analyse des deux dimensions étudiées – la relation de la caserne au tissu urbain et l'expérience spatiale des citoyens-soldats – met en évidence une caractéristique commune : la caserne fonctionne comme une bulle. À l'échelle urbaine, cette bulle est une enclave, une hétérotopie qui coupe le lien entre l'intérieur de la caserne et son environnement. Les murs, les frontières et les rituels qui définissent la caserne la détachent de la ville, tout en maintenant une présence imposante dans le paysage urbain. Cette isolation spatiale reflète la fonction militaire, mais établit également une distance symbolique entre l'institution et la société civile. À l'échelle individuelle, la caserne est également une bulle, mais cette fois-ci une bulle sociale. Les espaces pensés pour le collectif étouffent les dynamiques individuelles et rendent impossible l'émergence d'une idiorrythmie. Les citoyens-soldats, plongés dans un environnement standardisé et uniformisant, perdent une partie de leur autonomie et de leur capacité à façonner leur propre rythme de vie.

En conclusion, la caserne, par sa forme urbaine et ses codes internes, incarne une double isolation : elle est à la fois coupée de la ville et des dynamiques sociales individuelles. Cette dualité souligne l'ambivalence des infrastructures militaires,

Un mythe à bousculer

à la fois espaces de contrôle et lieux de rupture avec les normes ordinaires. Une telle compréhension des dynamiques de la caserne ouvre des perspectives pour réfléchir à sa réappropriation, tant au niveau urbain qu'à celui des individus.

Un mythe à bousculer

Quand la bulle éclate

Lorsqu'une caserne cesse d'être occupée par l'armée, la dynamique qui lui était propre disparaît, provoquant un éclatement de la bulle qui la caractérisait. Dès lors, il incombe aux cantons et/ou aux villes de prendre en charge la réappropriation de ces sites si particuliers. Ces terrains, souvent vastes et idéalement situés au cœur du tissu urbain, sont dotés d'un passé chargé d'histoire, marqué par des usages militaires et civiques. Toutefois, la fin de leur fonction première entraîne également un effondrement de leur caractère hétérotopique, laissant place à des espaces bâtis empreints de symbolisme mais dépourvus de leur vocation originelle. La réappropriation de ces sites constitue un défi majeur pour les villes. En effet, ces espaces, autrefois porteurs d'une forte identité symbolique pour les populations locales, attirent aujourd'hui une diversité d'intérêts parfois conflictuels. Pour certains, ils représentent des opportunités d'enrichissement culturel et patrimonial ; pour d'autres, ils incarnent un potentiel économique considérable, à exploiter dans le cadre de projets immobiliers ou d'aménagements urbains. Dans cette perspective, nous proposons d'examiner trois cas de réappropriation, chacun illustrant une stratégie distincte en matière de reconversion. À l'instar de l'analyse conduite dans le chapitre précédent, ces exemples seront étudiés selon trois axes principaux : d'une part, la relation qu'entretient l'objet réapproprié avec le tissu urbain environnant ; d'autre part, l'expérience de spatialisation qu'un utilisateur peut vivre au sein de ces espaces requalifiés ; et enfin, l'attitude adoptée à l'égard des structures bâties existantes, qu'il s'agisse de

leur préservation, de leur transformation ou de leur démolition partielle.

Tabula Rasa – La caserne des Vernets, Genève

Située dans le quartier éponyme de Genève, la caserne des Vernets a occupé une place notable dans l'histoire militaire et urbaine de la ville. Inaugurée en 1964⁴¹, elle avait pour objectif de remplacer les anciennes installations militaires de Plainpalais. Ce déplacement visait à moderniser les infrastructures militaires, tout en répondant aux exigences croissantes de l'armée suisse en matière d'entraînement. Pendant son activité, la caserne des Vernets s'est imposée comme un centre névralgique de la formation des troupes de sauvetage, accueillant un grand nombre de conscrits et de militaires professionnels. Sa localisation stratégique, à proximité de l'Arve et à quelques pas du centre-ville, renforçait son importance. Toutefois, la réduction progressive des besoins militaires, combinée à l'expansion urbaine de Genève, a conduit à une redéfinition du rôle de la caserne. Dès les années 2000, des discussions se sont engagées sur la réaffectation de ce site emblématique. Celui-ci fut intégré dans le projet de réaménagement du secteur Praille-Acacias-Vernets (PAV), couvrant une superficie de 135 hectares et lancé par le canton

41 Laure Lugon Zugravu, « La caserne des Vernets à Genève, côté cour et côté jardin », *Le Temps*, 11 juillet, 2017, modifié le 10 juin, 2023, <https://www.letemps.ch/suisse/geneve/caserne-vernets-geneve-cote-cour-cote-jardin>.

de Genève.⁴² Ce programme ambitieux, dont le masterplan a été validé en 2007, visait à transformer une zone historiquement consacrée à l'industrie et aux activités militaires en un quartier urbain mixte, durable et intégré.⁴³ En 2012, le Conseil d'État genevois a décidé de libérer le site de la caserne des Vernets pour l'intégrer au projet PAV, tout en lançant un concours d'architecture.⁴⁴ Deux ans plus tard, en 2014, les bureaux Fruehauf, Henry & Viladoms Sàrl et Atelier Descombes Rampini SA ont été désignés lauréats du concours.⁴⁵ Cependant, il a fallu attendre 2020 pour que l'armée suisse libère définitivement les lieux, après la construction de nouvelles infrastructures militaires à Mategnin, destinées à accueillir les activités précédemment exercées aux Vernets.⁴⁶ Avant sa démolition en 2021, la caserne des Vernets a été temporairement réaffectée à des fins sociales. Durant la pandémie de Covid-19, les bâtiments ont servi à héberger des personnes sans-abri, démontrant une dernière fois leur utilité pour la collectivité.⁴⁷ Ce site,

42 Christophe Waber, *Réaffectation de sites militaires en milieu urbain*, p. 17.

43 Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie – DALE, *Rapport du jury – concours d'architecture*, 2014, p. 5.

44 Christophe Waber, *Réaffectation de sites militaires en milieu urbain*, p. 18.

45 DALE, *Rapport du jury – concours d'architecture*, p. 25.

46 Laure Lugon Zugravu, « La caserne des Vernets à Genève, côté cour et côté jardin », *Le Temps*.

47 Ville de Genève, « La Ville met à l'abri les personnes sans domicile à la caserne des Vernets », 25 juillet, 2024, <https://www.geneve.ch/actualites/ville-abri-domicile-caserne-vernets>

Un mythe à bousculer

désormais effacé du paysage militaire genevois, illustre la transition des infrastructures militaires vers des usages civils dans un contexte d'évolution des besoins urbains et sociétaux.



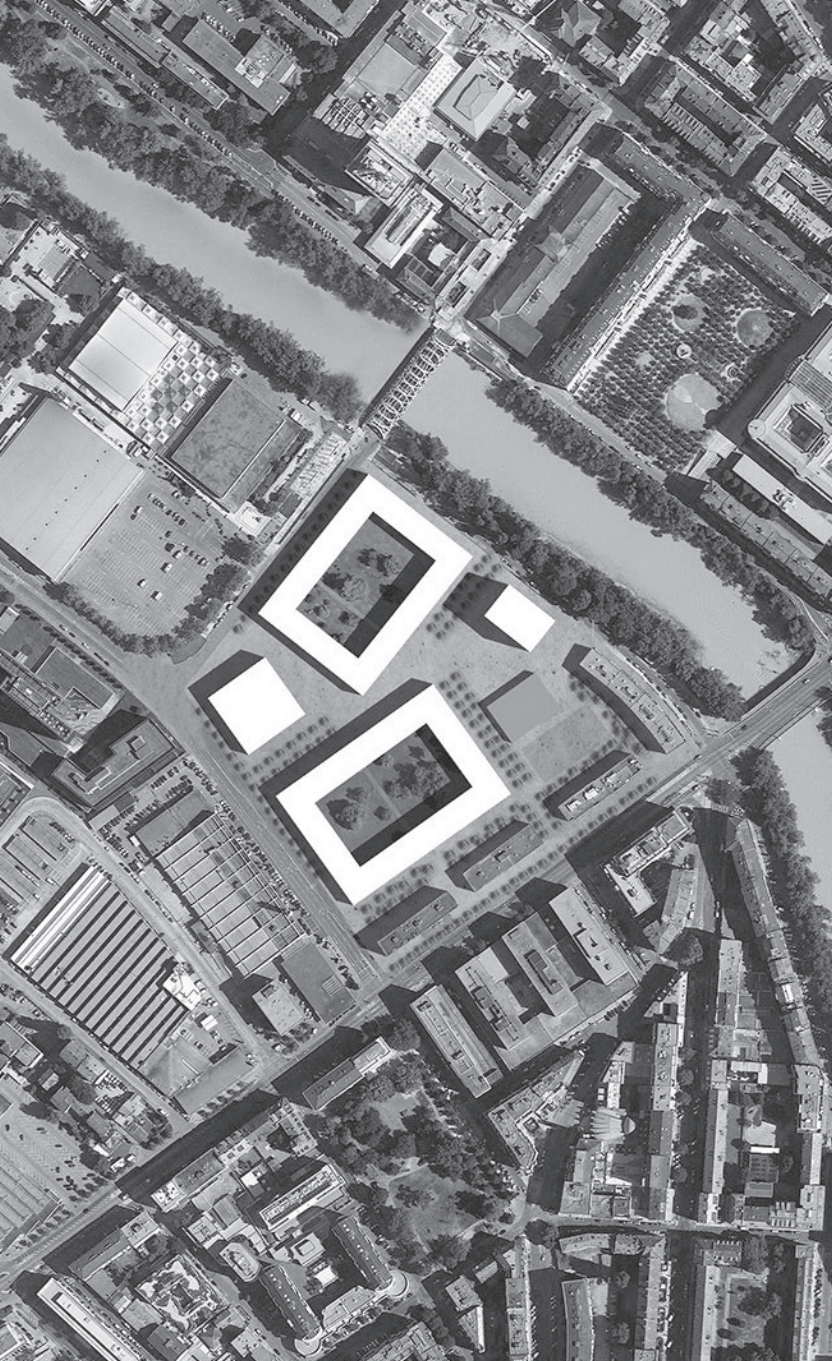












8 ①

Image aérienne
Caserne des Vernets, 2020
Juste avant désertion
1 : 2500

© swisstopo

9 ①

Image aérienne
Chantier des Vernets
Aujourd'hui
1 : 2500

© swisstopo

10

Photographie
Caserne des Vernets
Avant désertion

© Yves André

11

Image de synthèse
Projet Quai Vernets

© FHV Architects

12 ①

Plan de site
Projet Quai Vernets
1 : 5000

© FHV Architects

Le projet comprend la construction de deux blocs résidentiels de 21 mètres de hauteur, organisés autour de cours intérieures, qui offriront un total de 1 355 logements. En complément, deux tours de respectivement 86 et 51 mètres de haut accueilleront divers services, des bureaux, un complexe hôtelier ainsi qu'un établissement scolaire. Ce nouveau programme architectural témoigne de l'ambition de répondre aux besoins croissants en logements et en infrastructures dans le contexte de l'expansion urbaine genevoise. Cependant, cette transformation radicale du site entraîne une rupture significative avec son passé militaire. L'héritage architectural et symbolique de la caserne des Vernets, qui aurait pu enrichir le projet, n'a pas été intégré dans la reconversion du site. L'effacement de cette mémoire collective se manifeste notamment dans la disparition de la place d'appel, autrefois un espace extérieur central au sein de la ville. Cette place a été remplacée par l'implantation d'une des nouvelles tours, marquant ainsi une réaffectation des usages et une redéfinition des priorités dans l'aménagement de cet espace. Néanmoins, l'un des aspects positifs de cette métamorphose est l'amélioration de la porosité du site, autrefois isolé par son caractère hétérotopique lié à sa fonction militaire. En redéfinissant les usages et en ouvrant l'espace à de nouvelles interactions urbaines, le projet a permis de renforcer les connexions avec les rives de l'Arve et d'intégrer le site de manière plus fluide dans le tissu urbain environnant. Cette transformation souligne les tensions inhérentes aux processus de réaffectation des anciens espaces militaires, où la nécessité de répondre aux

enjeux contemporains se heurte souvent à la préservation du patrimoine historique et symbolique.

La qualité spatiale du projet en cours semble difficilement comparable à ce qui constituait l'essence même de la caserne des Vernets. Avec la démolition complète des structures préexistantes, les espaces originellement conçus sous le prisme du « tout-commun », favorisant l'unité collective, ont disparu. Ces espaces, par leur nature, limitaient toute appropriation individuelle au profit d'un usage collectif. Or, cette caractéristique a été complètement anéantie lorsque les édifices ont été réduits en amas de béton. En parallèle de cette destruction physique, la réflexion autour des mécanismes permettant une réappropriation sociale et urbaine de tels espaces s'est également évaporée. En d'autres termes, la question de savoir comment réinsuffler une nouvelle vie à ces lieux, en s'inspirant de leur héritage civique, n'a pas trouvé de réponse dans le cadre de cette transformation. Le projet actuel a opté pour une approche radicale consistant à éliminer toutes les contraintes et traces préexistantes sur le site. Cette tabula rasa a permis de repartir sur une page blanche en termes d'aménagement urbain. Toutefois, cette stratégie s'accompagne d'un éloignement notable des valeurs de collectivité qui caractérisaient autrefois la caserne. À la place, le projet propose une offre de logements destinés à la location, lesquels s'inscrivent davantage dans une logique standardisée de production résidentielle. Ces logements, loin de poursuivre le thème de la

collectivité inhérente aux espaces précédents, offrent à chaque occupant de ce site nouveau la possibilité de développer sa propre idiorrythmie, semblable à celui que l'on retrouve dans d'autres typologies résidentielles classiques.

Ainsi, le projet de réaménagement semble manquer l'opportunité d'intégrer des éléments qui auraient pu renforcer l'identité collective du lieu, tout en contribuant à une réflexion plus large sur la réhabilitation d'espaces militaires. Bien que cette transition vers des logements modernes et individualisés réponde à des besoins pratiques et économiques contemporains, elle semble s'éloigner d'une vision plus ambitieuse et innovante qui aurait pu s'appuyer sur la mémoire des lieux pour imaginer des solutions intégrées et collectives. Ce choix de développement, bien qu'efficace dans sa mise en œuvre, pose la question de la manière dont le patrimoine immatériel des lieux en transformation peut être préservé ou réinterprété dans un contexte urbain en constante mutation.

Le temporaire – La Poya, Fribourg

La caserne de la Poya, située à Fribourg, a été construite peu après la seconde guerre mondiale pour répondre aux besoins croissants de l'armée suisse en infrastructures militaires. Les travaux ont débuté en 1949, et les bâtiments, conçus par les architectes Louis Vaucher et Joseph Ackermann, ont été achevés entre 1950 et 1951. La caserne a été officiellement mise à disposition de l'armée en 1951.⁴⁸ Au début des années 1980, une commission cantonale s'était déjà réunie pour décider du maintien ou de la suppression de la caserne de la Poya. Compte tenu de l'apport économique de cette dernière et de la situation géographique de la parcelle, alors encore située en dehors des zones à fort développement, la commission a finalement émis un préavis favorable au maintien des activités militaires sur le site.⁴⁹ La ville s'étant grandement développée, 40 ans plus tard, la caserne de la Poya a définitivement fermé ses portes en 2023. Les derniers militaires ont quitté les lieux en fin d'année 2022, marquant la fin d'une ère pour cette installation militaire emblématique.⁵⁰ La fermeture de la ca-

48 État de Fribourg, « La Poya hier, aujourd'hui et demain », 28 février, 2024, <https://www.fr.ch/dime/actualites/demarche-participative-pour-le-developpement-du-site-de-la-caserne-de-la-poya>

49 Christophe Waber, *Réaffectation de sites militaires en milieu urbain*, p. 39.

50 RTS, « La caserne de la Poya à Fribourg a définitivement fermé ses portes », 8 janvier, 2023, <https://www.rts.ch/info/regions/fribourg/13683379-la-caserne-de-la-poya-a-fribourg-a-definitivement-ferme-ses-portes.html>

serne a ouvert la voie à des projets de réaffectation du site. Propriété de l'État de Fribourg, le terrain de 45'000 mètres carrés, idéalement situé à l'entrée de la ville et bien desservi par les transports publics, suscite de nombreuses convoitises. Plusieurs propositions ont été évoquées, allant de la création d'un quartier durable avec des logements et des services, à l'aménagement d'une zone d'activité économique.⁵¹ Bien que, à l'instar du site des Vernets, les autorités cantonales et communales envisagent de développer un quartier mixte et durable à l'avenir,⁵² le site est aujourd'hui en phase transitoire, l'armée ayant déjà quitté les lieux mais les intentions cantonales n'étant pas encore clairement définies. Ce site a été sélectionné dans le cadre de cette étude pour illustrer une approche transitoire, afin d'en analyser les dynamiques et d'en souligner les bénéfices. En effet, depuis le départ de l'armée, le site est resté largement inchangé, permettant aux nouveaux occupants de s'approprier les lieux dans une logique d'économie des moyens et de valorisation des infrastructures existantes. Cette période de transition, marquée par des initiatives pragmatiques émanant de la population, constitue une source précieuse d'apprentissage. La reconversion de la caserne de la Poya offre à

51 RTS, « L'ancienne caserne militaire de la Poya suscite des convoitises », 14 octobre, 2024, <https://www.rts.ch/info/regions/fribourg/2024/article/l-ancienne-caserne-militaire-de-la-poya-suscite-des-convoitises-28661920.html>

52 État de Fribourg, « La Poya hier, aujourd'hui et demain », 28 février, 2024, <https://www.fr.ch/dime/actualites/demarche-participative-pour-le-developpement-du-site-de-la-caserne-de-la-poya>

Un mythe à bousculer

la ville de Fribourg une opportunité unique de reconsidérer cet espace stratégique et de l'intégrer pleinement au tissu urbain, en réponse aux besoins contemporains de la population. Les actions observées durant cette phase transitoire ne peuvent qu'enrichir la réflexion des autorités cantonales concernant l'avenir du site.











13 ①

Image aérienne

Caserne de la Poya, 2022

Juste avant désertion

1 : 2500

© swisstopo

14 ①

Image aérienne

Caserne de la Poya

Aujourd'hui

1 : 2500

© swisstopo

15

Photographie

Caserne de la Poya

Les barrières levées

16

Photographie

Caserne de la Poya

Les grillages ouverts

17

Photographie

Caserne de la Poya

La Tour Vagabonde

Casernes désertées

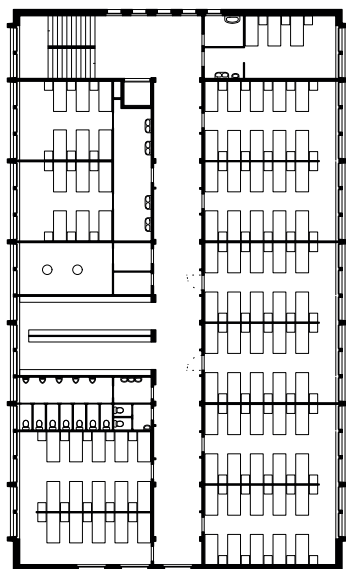
Le site de la caserne de la Poya s'est progressivement ouvert à la ville selon une approche marquée par une économie de moyens des plus remarquables. Le portail d'entrée, désormais grand ouvert, et les barrières du cabanon de garde, relevées en permanence, symbolisent cette transition. Les flux entrants et sortants ne font plus l'objet d'un quelconque contrôle, ce qui témoigne de la volonté de faire disparaître les barrières physiques et symboliques qui séparaient jadis ce lieu du reste de la ville. De plus, les grillages encerclant l'ancienne place d'armes ont été ponctuellement ouverts, introduisant une nouvelle porosité au site et renforçant ainsi son intégration dans le tissu urbain.

Un des exemples les plus significatifs de cette réappropriation est l'installation de la Tour Vagabonde, un théâtre itinérant historique, sur la place d'appel, ancien cœur névralgique de la caserne. Cette infrastructure culturelle, qui peinait à s'intégrer dans la vie publique de la ville de Fribourg, a trouvé dans cet espace un lieu d'ancrage. Aujourd'hui, elle constitue un véritable point d'attraction au sein du site, rassemblant régulièrement jusqu'à 300 spectateurs pour assister à des spectacles. Ce type de réinvestissement confère une nouvelle identité à la place centrale, tout en valorisant son potentiel en tant qu'espace collectif.

Par ailleurs, les autres espaces désertés de la caserne ont été l'objet d'un appel à projets, offrant une opportunité à des entreprises, des associations, ainsi qu'à des artistes de s'installer sur le

site. Ces entités se sont vu proposer des locations temporaires, généralement d'une durée comprise entre trois et cinq ans.⁵³ Cette initiative a permis de répondre à des besoins croissants en matière d'espaces adaptés pour des activités diverses tout en valorisant les infrastructures existantes. À titre d'exemple, les anciens dortoirs militaires ont été réaffectés depuis 2022 pour accueillir environ 750 requérants d'asile, répondant ainsi à une urgence sociale pressante. Il est pertinent de souligner que la réappropriation des typologies de dortoirs n'a pas trouvé de réponse satisfaisante dans le cadre de cette démarche. En effet, en l'absence de modifications structurelles ou fonctionnelles des espaces, le passage de leur utilisation par les troupes militaires à leur affectation aux requérants d'asile n'a pas permis de résoudre les problématiques liées à l'absence de possibilités de développement d'une idiorrythmie ni d'une réelle appropriation de l'espace par les nouveaux occupants. Cette continuité illustre une limite dans la réflexion sur l'adaptation de ces lieux à de nouveaux usages et besoins.

53 État de Fribourg, « Quartier de la Poya », <https://quartierdelapoya.ch/>



18 ☉

Plan d'étage

Caserne de la Poya

Dortoirs alloués en l'état aux requérants d'asile

1 : 500

Ces différentes interventions témoignent d'une approche pragmatique envers le patrimoine bâti et immatériel du site. En tirant parti de l'existant et en évitant des transformations lourdes, le projet a su conserver l'authenticité et la mémoire du lieu tout en répondant aux besoins contemporains. Le départ de l'armée a marqué la fin du caractère hétérotopique du site, autrefois isolé de son environnement urbain. Néanmoins, grâce à des manipulations simples mais efficaces, telles que l'ouverture des barrières, l'implantation d'une infrastructure culturelle emblématique sur la place d'appel, et la mise à disposition des bâtiments pour de nouveaux usages, le site a su se reconnecter à la ville.

Il convient de souligner que cette démarche, comme mentionné précédemment, revêt un caractère transitoire. Le Canton de Fribourg nourrit des ambitions bien plus grandes pour ce site. Celui-ci se trouve au cœur d'un plan d'aménagement stratégique pour la ville de Fribourg, occupant une position hautement stratégique aux portes de la ville, à proximité immédiate de la connexion autoroutière et de la nouvelle gare ferroviaire, inaugurée en 2014. Le Plan d'aménagement local (PAL) de la ville qualifie le site comme une « zone à forte densité d'habitats »⁵⁴ et à « forte densité d'emplois »⁵⁵, ainsi qu'un « secteur à densifier en priorité »⁵⁶, avec un coefficient de faisabilité compris entre 80 et 100%. Dans cette

54 Ville de Fribourg, PAL – Visions et objectifs 2014-2030, 2014, p. 27.

55 *Ibid*, p. 28.

56 *Ibid*, p. 30.

perspective, le Canton a initié une démarche participative en mars 2024, visant à recueillir les avis de la population concernant l'avenir de ce site. Ayant moi-même participé à cette consultation, je peux témoigner des intentions affichées par les autorités cantonales. Bien que l'utilisation des structures existantes soit mise en avant dans cette période transitoire, il a été indiqué que la quasi-totalité du site sera démolie pour faire place à un réaménagement complet. Les seules exceptions concernent les halles aux véhicules, classées en catégorie B par le Service des biens culturels⁵⁷, qui seront conservées. Cette intention est corroborée par les plans présentés aux groupes de travail au cours de cette démarche participative. Ces documents montrent les halles encore visibles, tandis que le reste du site est couvert d'une trame blanche, signalant clairement aux participants que ces structures ne doivent plus être considérées dans les projets futurs. Ces orientations, combinées aux contraintes politiques et aux objectifs du PAL, semblent malheureusement dessiner un avenir similaire à celui de la caserne des Vernets, marquant la disparition du patrimoine matériel et immatériel associé à ce site. La volonté d'effacer l'héritage du passé pour redévelopper intégralement l'espace pourrait ainsi entraîner la perte d'une partie précieuse de l'histoire collective et architecturale de la région.

Bien que les conclusions du regard porté sur le futur de la caserne de la Poya puissent se rapprocher de celles des Vernets, il est important

⁵⁷ État de Fribourg, *Liste des immeubles recensés propriété de l'État de Fribourg*, 2019, p. 17.

de mentionner que la démarche transitoire présente, qui combine pragmatisme et économie de moyen, illustre une réflexion intéressante sur la manière de préserver et de réinterpréter le patrimoine matériel et immatériel d'un site chargé d'histoire civique. En évitant de lourds travaux d'aménagement, le projet met en lumière l'importance de l'adaptabilité et de la réappropriation comme outils pour inscrire un espace dans une dynamique contemporaine tout en respectant son héritage. Le site de la caserne de la Poya de nos jours explore une forme de réappropriation, où mémoire et modernité coexistent pour offrir de nouvelles perspectives à la ville de Fribourg, en espérant que ces éléments puissent nourrir les autorités cantonales pour le futur du site.

La vampirisation – Kaserne Basel

La caserne de Bâle, érigée en 1863, constitue un édifice emblématique situé en plein cœur de la ville de Bâle. Conçue à l'origine pour répondre aux besoins des troupes militaires suisses, elle a rempli cette fonction pendant plus d'un siècle, jusqu'à son désengagement par l'armée en 1966.⁵⁸ Après le départ des militaires, le bâtiment a traversé une période de transition caractérisée par une réflexion approfondie sur son devenir, marquant ainsi une étape cruciale dans la transformation de son rôle au sein du tissu urbain. Dans ce contexte, la ville de Bâle a lancé un appel d'offres visant à concevoir un projet d'utilisation adapté à ce site patrimonial. Ce processus a permis l'émergence de diverses propositions, parmi lesquelles un concept novateur porté par des habitants du quartier.⁵⁹ Ce dernier projet visait à réorienter la vocation de la caserne vers des activités à la fois sociales, culturelles et communautaires. Après une phase de consultation et d'évaluation, ce concept a été retenu, conduisant à la création de l'association Kulturwerkstatt Kaserne. Soutenue par la ville de Bâle, cette association a joué un rôle déterminant dans la gestion et la réappropriation du site, veillant à en faire un espace dédié à la créativité et à l'interaction sociale.⁶⁰ Au fil des décennies, la caserne a subi une transformation progressive pour devenir un centre culturel dynamique, adapté aux be-

58 Kaserne Basel, « History », <https://kaserne-basel.ch/en/about-us/houseassociation>

59 *Ibid*

60 *Ibid*

soins contemporains de la ville. Elle s'est imposée comme un lieu de rencontre incontournable, attirant un public varié et jouant un rôle clé dans le rayonnement culturel de Bâle. Aujourd'hui, la Kaserne Basel est largement reconnue comme le plus grand centre du nord-ouest de la Suisse dédié aux performances artistiques indépendantes. Elle se distingue par une programmation riche et diversifiée, couvrant des disciplines telles que le théâtre contemporain, la danse, les performances artistiques et la musique populaire innovante. Ce positionnement en fait un acteur majeur non seulement dans la promotion des arts, mais aussi dans la valorisation du patrimoine matériel et immatériel de la ville.













19 ①

Image aérienne

Caserne de Bâle, 1966

Juste avant désertion

1 : 2500

© swisstopo

20 ①

Image aérienne

Caserne de Bâle

Aujourd'hui

1 : 2500

© swisstopo

21

Photographie

Caserne de Bâle

La place d'appel appropriée en parc urbain

© Donata Ettlin

22

Photographie

Caserne de Bâle

Les écuries appropriées en salle de représentation

© Donata Ettlin

Avec la démolition du bâtiment qui clôturait la place d'appel à l'est du site, l'ancien cœur de la place d'armes a retrouvé une connexion directe avec le reste du tissu urbain. Ce nouvel aménagement a permis de réintégrer pleinement cet espace dans la dynamique de la ville, transformant l'ancienne place d'appel en l'un des parcs majeurs de Bâle. Ce parc, désormais espace public central, s'inscrit dans une logique de valorisation des espaces urbains, contribuant à renforcer les liens entre les différentes parties de la ville. Pour activer et animer ce nouveau parc, une multitude de programmes ont été implantés autour de l'ancienne place d'appel, témoignant d'une volonté d'attribuer au site une fonction à la fois culturelle, sociale et récréative. Dans l'aile sud du site, la salle de gym, autrefois réservée à un usage militaire, a été soigneusement conservée et réaménagée pour accueillir des usages civils variés, répondant ainsi aux besoins des habitants du quartier. Le cabanon de garde, autrefois symbole du contrôle et de la fermeture du site, a été transformé en maison de quartier. Ce nouvel espace, désormais dédié à la vie communautaire, est devenu un véritable symbole de l'ouverture du site vers la population locale. Par ailleurs, l'église de Klingental, qui existait déjà lors de l'utilisation militaire du site, a été conservée, marquant une continuité dans l'histoire patrimoniale de cet espace. Dans l'aile nord, une diversité de programmes a été mise en place pour compléter l'activité et l'attractivité du parc. Cette zone accueille désormais des restaurants, des bars, des locaux dédiés aux associations, ainsi qu'une mosquée, permettant ainsi de répondre

aux besoins variés d'une population urbaine multiculturelle. En outre, les anciennes écuries, éléments marquants du patrimoine architectural du site, ont été réinvesties pour abriter des espaces de représentation consacrés à des performances artistiques. Ce choix témoigne d'un effort de conservation et de réutilisation des infrastructures historiques, tout en les adaptant aux exigences et aux aspirations contemporaines. La transformation du site, marquée par la chute de son caractère hétérotopique hérité de son passé militaire, a permis à la ville de pénétrer au cœur de cet espace stratégique. La reconversion de l'ancienne place d'armes en parc public et l'installation d'initiatives culturelles, religieuses et sociales démontrent la volonté des autorités locales de faire de l'ancien site de la caserne un lieu vivant et inclusif, propice à l'interaction et à la diversité. Poussé par les ambitions de la ville, ce processus de réappropriation illustre la manière dont un espace militaire peut être reconfiguré pour répondre aux besoins contemporains, tout en préservant une partie de son héritage matériel et immatériel.

Ce n'est qu'en 2013 qu'un concours d'architecture a été lancé pour la requalification du bâtiment principal situé à l'ouest du site, en interface directe avec le Rhin. Ce bâtiment, ayant temporairement abrité les locaux d'une école de design en attendant une décision quant à son avenir, faisait face à des enjeux multiples. L'objectif du concours visait non seulement à redéfinir son usage afin de le mettre en cohérence avec les fonctions culturelles déjà implantées sur le site,

mais également à renforcer les connexions piétonnes entre l'ancienne place d'appel et la promenade le long du Rhin. Par ailleurs, un volet essentiel du projet était l'assainissement global du bâtiment, un impératif pour garantir sa pérennité architecturale et fonctionnelle. C'est le projet proposé par le cabinet bâlois Mideri Architekten qui a finalement su séduire le jury. Ce dernier a su répondre de manière convaincante aux différentes exigences en proposant une réintégration harmonieuse du bâtiment principal au sein du programme culturel du site, déjà largement investi par des initiatives artistiques, sociales et communautaires.

















23

Illustration

Caserne de Bâle

Schéma de porosité du site

© Mideri Architekten

24

Photographie

Caserne de Bâle

Façade donnant sur le parc urbain

© Adrià Goula

25

Photographie

Caserne de Bâle

Nouvel accès par le bord du Rhin

© Adrià Goula

26

Photographie

Caserne de Bâle

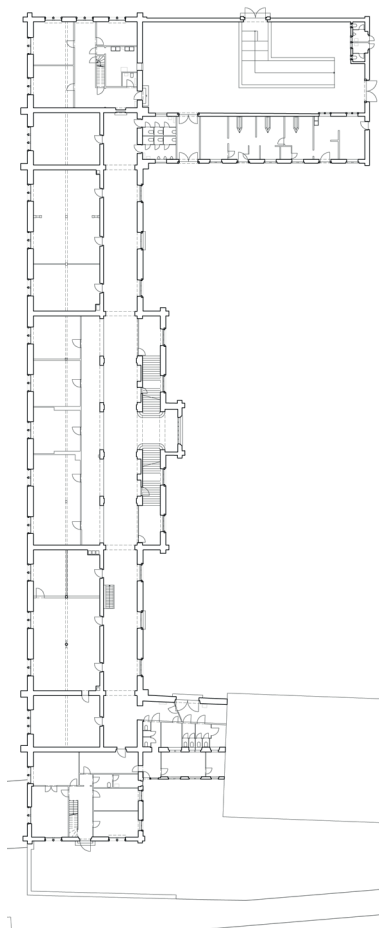
Hall public connectant le parc et le Rhin

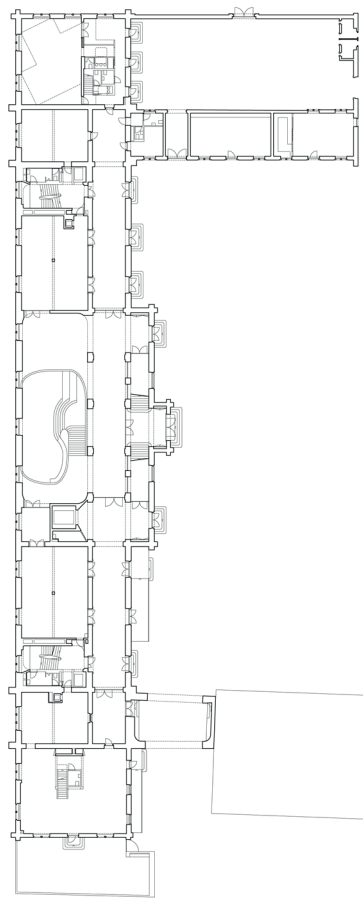
© Adrià Goula

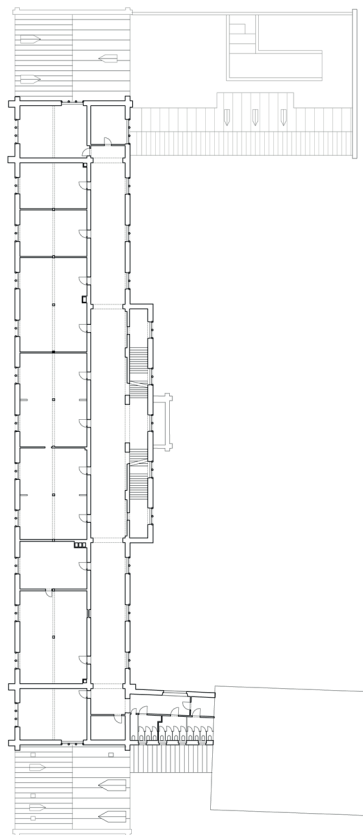
Le projet s'inscrit dans une logique de continuité et d'ouverture, tout en valorisant les spécificités architecturales et historiques de l'édifice. Les interventions structurantes du projet se distinguent principalement par la réalisation de percements dans les dalles, que ce soit pour l'aménagement d'un grand hall public ou pour la création de salles de répétition et de représentation. Ces transformations introduisent une nouvelle organisation spatiale au sein du bâtiment, redéfinissant profondément sa dynamique interne. En rompant avec l'ancienne typologie dortoirs, ces ouvertures instaurent de nouvelles centralités qui transforment les espaces de circulation et d'usage. Désormais, les espaces servants se trouvent repensés et réorganisés autour de ces nouveaux foyers d'activité, conférant au bâtiment une hiérarchie spatiale inédite et une flexibilité adaptée à ses usages contemporains.

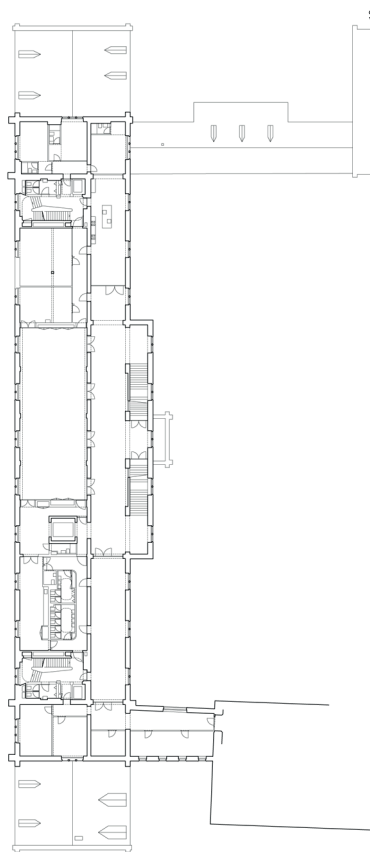
La création d'un grand hall public s'est imposée comme une solution centrale pour transformer la structure en un véritable lieu de passage et d'échange. Ce nouvel espace permet de relier de manière fluide les niveaux de l'ancienne place d'appel, désormais un parc urbain, avec les rives du Rhin, redéfinissant ainsi la manière dont les habitants et visiteurs peuvent interagir avec le site. Cette approche architecturale et urbanistique met en évidence une volonté claire de favoriser la porosité et l'intégration du site dans le tissu urbain de Bâle. Le bâtiment principal, auparavant relativement isolé dans sa fonction et sa structure, est désormais au cœur d'une dynamique de connexion et d'ouverture. La créa-

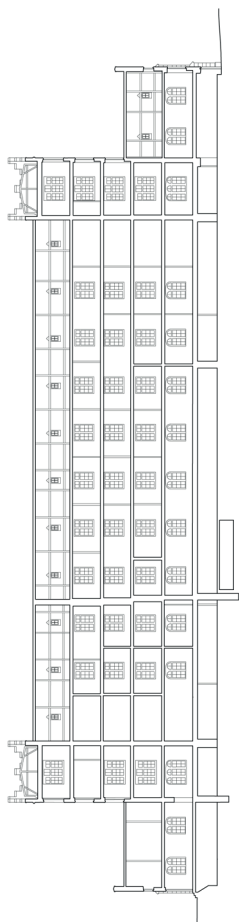
tion de ce grand hall, pensé comme un espace public traversant, offre une nouvelle fluidité au parcours urbain, encourageant ainsi les circulations entre la ville, le site historique et les bords du Rhin. Cette intervention renforce le rôle du site comme espace de transition, où la mémoire patrimoniale dialogue avec les besoins contemporains d'une ville.

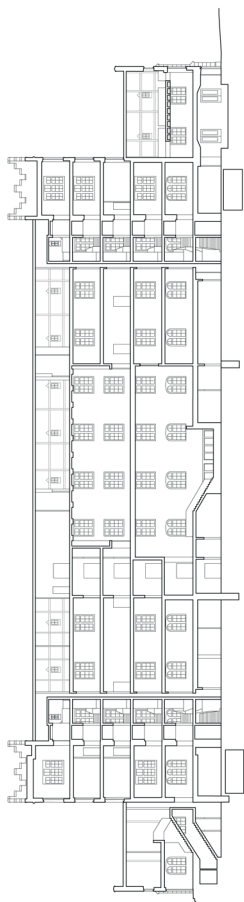
























27 - 28 ☹

Plans

Avant - Après

Caserne de Bâle

Rez-de-chaussée

1 : 1000

© Mideri Architekten

29 - 30 ☹

Plans

Avant - Après

Caserne de Bâle

2^{ème} étage

1 : 1000

© Mideri Architekten

31 - 32

Coupe longitudinale

Avant - Après

Caserne de Bâle

1 : 1000

© Mideri Architekten

33 - 34

Coupe transversale

Avant - Après

Caserne de Bâle

1 : 1000

© Mideri Architekten

35

Photographie

Caserne de Bâle

Hall public en travaux, avec percement de dalle

© Mideri Architekten

36

Photographie

Caserne de Bâle

Salle de représentation, avec percement de dalle

© Adrià Goula

En conclusion, la réappropriation du site de la caserne de Bâle s'inscrit comme le fruit d'un processus évolutif et complexe qui s'est déployé sur plusieurs décennies. Ce projet, marqué par une succession d'interventions et de transformations, a atteint une forme de maturité avec la requalification du bâtiment principal, permettant au site de s'intégrer pleinement au tissu urbain tout en valorisant son héritage patrimonial matériel. Conçu pour devenir un véritable pôle culturel, le site s'est transformé en un espace vivant et dynamique, où les nouveaux utilisateurs ont su s'approprier les lieux tout en réinterprétant ses structures historiques. L'ancienne place d'appel, autrefois un espace militaire rigide, a été réimaginée comme un parc urbain majeur, offrant désormais un espace de détente et de rencontre pour les habitants de la ville. Les structures existantes ont été soigneusement conservées, mais sans crainte d'interventions audacieuses. En effet, des modifications significatives, telles que l'intégration d'infrastructures culturelles et la réalisation de percements dans les dalles, ont permis de créer de nouvelles dynamiques spatiales tout en réinterprétant l'architecture d'origine. Le site, culturellement vampirisé au fil de ses transformations sur près de 60 ans, a su retrouver une nouvelle vitalité. Tout en conservant son héritage, il s'est métamorphosé en un espace culturel et social vivant, capable de répondre aux besoins contemporains tout en respectant son histoire.

Conclusion

Le mythe du citoyen-soldat occupe une place centrale dans l'imaginaire collectif suisse depuis plus d'un siècle. Le système de milice, en tant que structure sociale, a joué un rôle de vecteur d'unité dans un pays caractérisé par sa diversité linguistique. Ce système a contribué à forger une identité nationale commune au nom de la défense collective, tout en incarnant un symbole fort de la démocratie directe. L'armée, en tant qu'employeur principal du citoyen-soldat, s'est dotée d'un vaste parc immobilier, influençant de manière significative l'aménagement du territoire suisse par ses choix stratégiques et financiers. Cependant, ce mythe montre aujourd'hui des signes d'affaiblissement. La réduction progressive des effectifs militaires, le désintérêt croissant des jeunes pour les questions de défense, le manque d'inclusivité au cœur de ce système, ainsi que la disparition des casernes urbaines, premières infrastructures constitutives du lien entre le citoyen-soldat et son devoir civique, sous l'effet de la pression exercée par l'urbanisation, remettent en question sa pérennité.

Les places d'armes se présentent comme des bulles, à la fois isolés de leur environnement urbain et déconnectés de la vie individuelle du citoyen-soldat qui y réside. Leur imperméabilité, combinée à leur capacité à transformer les normes sociales, en fait des espaces singuliers à caractère hétérotopique. La typologie des casernes repose sur une organisation spatiale pensée pour privilégier le collectif au détriment de l'individu, en s'appuyant sur des règles hiérarchiques strictes. Dans ce cadre, le citoyen-sol-

dat se voit privé de la possibilité de développer son idiorrythmie : sa vie quotidienne est entièrement dictée par les horaires et les impératifs de la discipline militaire, sans qu'aucun espace appropriable ne lui soit véritablement dédié. Lorsqu'elles cessent de remplir leur fonction initiale, ces bulles éclatent, confrontant les cantons à la complexité de leur réappropriation. Ces infrastructures, porteuses d'une charge historique et symbolique significative liée au devoir civique, deviennent alors l'objet de débats parfois intenses entre discours politiques et revendications populaires.

La stratégie de la *tabula rasa* élude les problématiques essentielles liées à la réhabilitation des sites existants. Certes, elle offre l'avantage de permettre un redémarrage à partir d'une page blanche, favorisant ainsi la conception d'un plan d'aménagement global cohérent, la construction de nouveaux bâtiments, et la promotion de logements durables et mixtes. Cependant, cette approche fait abstraction de l'historique du site et de son potentiel patrimonial. Elle constitue une opportunité manquée de revaloriser une structure bâtie existante, en explorant des alternatives à la démolition systématique. De plus, bien que cet argument dépasse le cadre de cette réflexion, il convient de souligner que la destruction massive, notamment dans le cas des infrastructures en béton comme celles des Vernets, n'est plus en adéquation avec les préoccupations écologiques contemporaines. La démolition à grande échelle, entraînant l'envoi de volumes considérables de matériaux en déchetterie, illustre une pratique

aujourd'hui remise en question pour des raisons tant environnementales que patrimoniales.

La période transitoire séparant la désaffectation d'une caserne par l'armée de l'implémentation d'une solution pérenne peut se prolonger sur plusieurs années, notamment pour ce type d'infrastructures à vocation d'utilité publique. L'approche pragmatique et l'économie de moyens adoptées dans la recherche de solutions qualifiées de temporaires méritent une attention particulière et peuvent servir de modèle. En effet, il n'est pas rare que ces solutions dites temporaires, une fois leur efficacité avérée, soient pérennisées. Dans ce contexte, les structures existantes sont préservées, et chaque nouvelle affectation s'intègre harmonieusement dans le système pré-existant sans l'altérer, car l'avenir de ces espaces demeure incertain. Cependant, cette stratégie du temporaire, si l'on peut ainsi la qualifier, souffre d'une vision limitée et manque d'une approche globale. Ce manque de perspective à long terme soulève des interrogations concernant la durabilité de cette démarche dans le contexte de la réhabilitation de tels objets civiques et remet en question sa viabilité sur le long terme.

La vampirisation d'un site, opérée au nom d'une vision globale, comme cela a été le cas à Bâle pour la culture, permet de fixer un objectif clair à long terme tout en facilitant la transition du site vers cette finalité. Le projet global s'approprie progressivement l'existant, en le vampirisant, l'adaptant et en y greffant de nouvelles fonctions afin de répondre aux exigences contemporaines.

Près de soixante ans après la désaffectation par l'armée, le site de la caserne de Bâle est pleinement intégré au tissu urbain de la ville, tout en conservant sa structure bâtie originelle. Cette conservation contribue à renforcer la perception positive du site, mais n'a pas empêché une transformation profonde. Les greffes architecturales et les réinterprétations structurelles du site ont permis de le remodeler pour mieux répondre aux attentes des nouveaux usagers ainsi qu'aux aspirations renouvelées de la ville.

Une caserne doit être conservée. Ces infrastructures étaient l'avant-poste d'un mythe porté comme fondateur pour la Suisse, et leur démolition équivaldrait à la suppression d'un patrimoine matériel et immatériel. À l'inverse, leur préservation permet de valoriser une histoire nationale que la densification urbaine, même accélérée, ne devrait pas compromettre. Une fois leur caractère hétérotopique dissipé, les structures existantes des casernes offrent une opportunité de réappropriation directe. La place d'appel peut être intégrée au tissu urbain environnant pour devenir une nouvelle place publique. De même, les rez-de-chaussée attenants peuvent interagir avec cette centralité urbaine en offrant des espaces propices à des activités ouvertes et inclusives.

Les étages conçus comme dortoirs soulèvent toutefois davantage de questions. En dehors des usages temporaires ou d'urgence, ces espaces apparaissent peu adaptés à une appropriation de logement à long terme. Il est essentiel de recon-

naître que ces édifices n'ont pas été initialement conçus pour être habitables au sens de l'appropriation spatiale. En revanche, en s'éloignant de la notion stricte d'habitat, ces espaces peuvent être transformés pour accueillir d'autres usages, tels que des salles de spectacle, mettant ainsi à profit leur caractère unique dans un contexte réinventé.

En conclusion et en guise d'ouverture, aucune des stratégies analysées ne semble répondre pleinement au constat établi dans le premier chapitre de cette réflexion : le mythe du citoyen-soldat s'effondre. Avec cet effondrement, le·la citoyen·ne n'est plus soldat et la Suisse n'est plus une armée. Ce mythe, porté en partie par les casernes urbaines, disparaît simultanément avec leur désertion. Le lien symbolique et concret qu'établissait chaque place d'armes entre le citoyen et son devoir civique s'efface lorsque l'armée quitte ces lieux. Cependant, il serait erroné de sous-estimer la valeur sociale et identitaire que revêtait un tel lien. La réappropriation de ces espaces pourrait constituer une occasion de bousculer ce mythe, de bâtir un nouveau lien entre tou·tes les citoyen·nes et leur engagement civique, qui ne serait plus orienté vers l'apprentissage de la guerre, mais vers un combat contemporain. Ces casernes pourraient ainsi être perçues comme une opportunité pour engager une réflexion fondamentale : si nous ne sommes plus des citoyens-soldats aujourd'hui, quel·es citoyen·nes sommes-nous ?

Bibliographie

Livres

Antoine Picon, *La Ville et la Guerre* (Les Éditions de l'Imprimeur, 1996).

Foketyn del Rio, *All Under One Roof - Revolutionizing Basel's Military Barracks* (Claudia Mion, 2023).

Pierre Streit, *Histoire militaire Suisse. Des origines à nos jours* (Infolio, 2016).

Roland Barthes, *Comment vivre ensemble* (Éditions du Seuil, 2002), Texte établi annoté et présenté par Claude Coste.

Documents

Christophe Waber, *Réaffectation de sites militaires en milieu urbain*, EPFL Architecture, Énoncé théorique de Master, 2015.

Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie – DALE, *Rapport du jury – concours d'architecture Les Vernets*, 2014.

État de Fribourg, *Liste des immeubles recensés propriété de l'État de Fribourg*, 2019.

Territoire et environnement DDPS, *Plan Sectoriel Militaire 2017*, Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports – DDPS, 2017.

Un mythe à bousculer

Ville de Fribourg, PAL – Visions et objectifs 2014-2030, 2014.

Articles

« Des espaces autres », *Empan*, 2004/2 no54, pp. 12-19. Article publié dans *Dits et Écrits* (Gallimard, 2001).

État de Fribourg, « La Poya hier, aujourd'hui et demain », 28 février, 2024, <https://www.fr.ch/dime/actualites/demarche-participative-pour-le-developpement-du-site-de-la-caserne-de-la-poya> (consulté le 7 décembre 2024).

Laure Lugon Zugravu, « La caserne des Vernets à Genève, côté cour et côté jardin », *Le Temps*, 11 juillet, 2017, modifié le 10 juin, 2023, <https://www.letemps.ch/suisse/geneve/caserne-vernets-geneve-cote-cour-cote-jardin> (consulté le 18 décembre 2024).

Pauline Rappaz « Casernes et places d'armes en Suisse », *Espazium*, 18 janvier, 2016, <https://www.espazium.ch/fr/actualites/casernes-et-places-darmes-de-suisse> (consulté le 18 décembre 2024).

Peter Hug, « Le citoyen soldat en Suisse, une histoire récente », *Le Monde*, propos recueillis par Elise Barthet, 22 janvier, 2013, https://www.lemonde.fr/europe/article/2013/01/22/le-citoyen-soldat-en-suisse-un-mythe-recent_1818745_3214.html (consulté le 12 décembre 2024).

Casernes désertées

RTS, « La caserne de la Poya à Fribourg a définitivement fermé ses portes », 8 janvier, 2023, <https://www.rts.ch/info/regions/fribourg/13683379-la-caserne-de-la-poya-a-fribourg-a-definitivement-ferme-ses-portes.html> (consulté le 7 décembre 2024).

RTS, « L'ancienne caserne militaire de la Poya suscite des convoitises », 14 octobre, 2024, <https://www.rts.ch/info/regions/fribourg/2024/article/l-ancienne-caserne-militaire-de-la-poya-suscite-des-convoitises-28661920.html> (consulté le 7 décembre 2024).

Ville de Genève, « La Ville met à l'abri les personnes sans domicile à la caserne des Vernets », 25 juillet, 2024, <https://www.geneve.ch/actualites/ville-abri-domicile-caserne-vernets> (consulté le 18 décembre 2024)

Sites internet

État de Fribourg, « Quartier de la Poya », <https://quartierdelapoya.ch> (consulté le 5 décembre 2024).

Kaserne Basel, « History », <https://kaserne-basel.ch/en/about-us/houseassociation> (consulté le 19 décembre 2024).

Secrétariat d'État aux migrations, « Statistiques de la Population étrangère en 2023 », 10 juin, 2024, <https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/sem/medien/mm.msg-id-100155.html> (consulté le 11 décembre 2024).

Un mythe à bousculer

Stratégie Égalité 2030, « Augmentation de la proportion de femmes au sein de l'armée », <https://www.egalite2030.ch/fr> (consulté le 11 décembre 2024).

Office fédéral de la statistique, « Croissance démographique soutenue en Suisse en 2023 », 4 avril, 2024, <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees.assetdetail.30709871.html> (consulté le 11 décembre 2024).

Iconographie

Fig. 2-3-4-5-6-8-9-13-14-19-20 : © swisstopo

Fig 10 : © Yves André

Fig. 11-12 : © FHV Architects

Fig. 21-22 : © Donata Ettlin

Fig. 23-27-28-29-30-31-32-33-34-35 : © Mideri Architekten

Fig. 24-25-26-36 : © Adria Goula

Les autres figures sont produites par l'auteur.

